

Les Haïtiens se souviennent des forces de sécurité destructrices dans le pays



Par Roberto Morejón

Une crise humanitaire, économique et sociale atroce a déclenché en Haïti la terreur des gangs, dont la puissance et l'armement sont stupéfiants, et le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé une résolution prévoyant l'envoi d'une nouvelle force de sécurité controversée.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé une résolution visant à envoyer une nouvelle force de sécurité controversée. Cette décision est liée aux préoccupations concernant la violence en Haïti, où les gangs ont commis des pillages, des extorsions et tué près de 3 000 personnes entre octobre 2022 et juin 2023.

Il est vrai qu'Haïti subit l'intimidation de groupes armés depuis des décennies, mais la vague actuelle s'est intensifiée après l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021.

À ce moment-là, le Premier ministre Ariel Henry a appelé à une intervention internationale, ce qui a suffi pour que les opposants et de nombreux habitants le remettent en question.

Avec une rapidité et une ténacité remarquables, les États-Unis et l'Équateur ont mené des procédures diplomatiques au Conseil de sécurité pour cristalliser l'effort, bien que la Chine et la Russie se soient abstenues lors du vote final.

De nombreux analystes et Haïtiens jugent répréhensible un nouveau déploiement étranger dans le pays des Caraïbes et se demandent comment les membres du gang peuvent posséder des armes aussi puissantes, introduites clandestinement depuis la puissance du Nord.

Il a été rappelé aux Haïtiens que les États-Unis ont une longue histoire d'intervention.

En effet, ils ont envahi et occupé Haïti de 1915 à 1934 et ont répété leurs intrusions en 1994 et 2004, prétendant soutenir la démocratie et rétablir l'ordre.

Les déploiements des forces de maintien de la paix de l'ONU, comme celui de la Minustah entre 2004 et 2017, ont été associés à l'introduction du choléra et à la conception d'enfants avec des autochtones qui les ont ensuite abandonnés.

Les organisateurs de la nouvelle mission de sécurité, qui sera mise en œuvre en Haïti au début de l'année 2024, affirment que ses caractéristiques seront différentes, avec le Kenya à sa tête et les pays des Caraïbes qui s'y joindront.

En outre, le personnel militaire sera extérieur aux Nations unies, bien qu'il soit conforme à l'usage de la force autorisée par le Conseil de sécurité lorsque les autres mesures ont été épuisées.

Mais au-delà des variations dans la composition et l'objectif de la mission, ce sera la première fois qu'une force étrangère sera déployée en Haïti depuis près de 20 ans, et en plus de neutraliser les gangs, elle contribuera à créer les conditions d'un processus électoral.

Les Haïtiens et la communauté internationale seront très conscients des détails et de la portée d'une telle irruption contestée.



Radio Habana Cuba